Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 62 (2004)

Heft: 4: Risques et expertises : comment faire face aux incertitudes? ; Administration et gestion publique

Vorwort: Introduction

Autor: Emery, Yves / Giauque, David

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

INTRODUCTION

Prof. Dr Yves EMERY
Institut de Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP)
yves.emery@idheap.unil.ch

Prof. Dr David GIAUQUE
Haute Ecole Valaisanne (HEVs)
david.giauque@hevs.ch

Le système des affaires publiques continue la mutation profonde qui, depuis le milieu des années 1990 en Suisse et dans la plupart des pays de l'OCDE, affecte tous les niveaux de son fonctionnement : implication des citoyens, formes et modalités d'action des gouvernements, organisation et conduite des administrations publiques, engagement et implication des agents publics. Sans compter les répercussions engendrées par ces changements sur la collectivité en général et les acteurs de la société civile en particulier. A sa manière, ce cahier spécial illustre certaines des tendances et analyses les plus récentes sur les enjeux liés à ces réformes :

- la première contribution porte sur les *entraves politiques et administratives à la transparence gouvernementale*. Rédigée par les spécialistes de marketing public de l'IDHEAP (prof. M. Pasquier et J.-P. Villeneuve), elle se focalise sur les lois d'accès à l'information, que nombre de pays et, pour la Suisse, la plupart des cantons ont introduits ces dernières années. Loin de garantir une transparence complète de l'activité déployée au sein des administrations, qui ont pendant longtemps été caractérisées par une opacité et une culture du secret particulièrement développée, ces dispositions se heurtent à toute une série d'obstacles dès le moment où il s'agit de les mettre en œuvre. Adoptant une perspective internationale, les auteurs analysent ces obstacles et évoquent les principaux défis qui restent à relever pour aboutir à un équilibre entre le nécessaire contrôle étatique et la transparence absolue
- la deuxième contribution, rédigée par Valérie Barbey et Samuel Abbet de la Haute Ecole Valaisanne (HEVs), expose les notions et derniers développements associés à l'e-Government, traduction d'une administration qui intègre à un rythme accéléré les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). La contribution détaille ensuite les résultats

d'une enquête récente mandatée par la Chancellerie fédérale, portant sur l'offre communale de prestations « électroniques », dans le cadre du projet www.ch.ch. Les applications actuellement disponibles pour les citoyens illustrent le potentiel encore énorme que ces technologies pourront offrir à l'avenir, lorsqu'au-delà des aspects techniques, les conditions organisationnelles, sociales et culturelles auront été suffisamment prises en compte

- la dernière contribution, signée par le prof. A. Hondeghem et W. Vandenabeele de l'Université catholique de Louvain, traite d'un sujet peu discuté actuellement dans le cadre du débat sur la modernisation publique, en Suisse tout au moins. En effet, il est question d'analyser les caractéristiques de la *motivation au service public (Public Service Motivation, PSM)*, un concept apparu dans les années 1990 dans la littérature anglo-saxonne, et qui est quasiment absent des publications en langue française. Pourtant, au moment où les méthodes de la nouvelle gestion publique, fortement inspirées de l'entreprise privée, introduisent des logiques et valeurs de l'économie privée dans l'univers des services publics, on peut se demander quelle place est encore réservée aux caractéristiques distinctives du secteur public, et quelles motivations peuvent encore orienter les jeunes diplômés vers des employeurs publics plutôt que privés. L'analyse présentée expose les méthodes et résultats d'une enquête réalisée auprès de quelque 1700 étudiants terminant leur licence, et invités à se prononcer sur l'attractivité de divers employeurs publics. Les conclusions invitent à approfondir la notion de PSM, encore insuffisamment stabilisée, et à tirer les conséquences en termes de gestion des personnels.